

les cahiers

du développement social urbain

Inégalités et Covid-19 : double peine
pour les quartiers populaires



éditorial

« Une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés. Non seulement une telle attitude rend la crise plus aiguë mais encore elle nous fait passer à côté de cette expérience de la réalité et de cette occasion de réfléchir qu'elle fournit. » Hannah Arendt, *La crise de la culture*, 1972.

La crise sanitaire de 2020 – dont personne ne sait, au moment où nous bouclons ce numéro, quand elle se terminera – a mis en exergue et creusé des inégalités qui concernent notamment les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ces territoires fragiles souffrent, plus que d'autres, des effets de la crise et ce, à plusieurs niveaux : sanitaire, social, économique. Si certains habitants des quartiers sont en première ligne face à la maladie du fait de leur métier (caissiers et caissières de supermarché, livreurs ou livreuses, auxiliaires de vie, agents d'entretien...), d'autres ont été parmi les premiers touchés par le chômage en raison de la précarité de leur statut (CDD, intérim...). La crise souligne la difficulté pour certains de subvenir à des besoins vitaux comme se loger et se nourrir, rappelant, s'il en était besoin, que la concentration de pauvreté est le critère qui définit le périmètre des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Les inégalités sont aussi criantes en matière d'éducation : comment faire l'école à la maison, à distance, quand on ne dispose pas de l'équipement informatique adéquat et de la connexion, quand on n'a pas acquis les compétences de base en informatique, quand l'exiguïté du logement ne permet pas d'installer chaque enfant dans un espace approprié, quand on maîtrise mal la langue française, etc.

Le logement est effectivement un marqueur important des inégalités : comment rester confiné 24 heures sur 24 (ou presque) à 6 ou 8 personnes dans un 2 pièces d'une barre HLM sans balcon ? Et si l'on a pu entendre ou lire, en particulier au début du premier confinement, que les habitants des quartiers populaires ne respectaient pas les consignes, que des jeunes se rassemblaient en bas des tours en faisant fi des recommandations sanitaires, il faut, d'une part, remettre les choses dans leur contexte et, d'autre part, nuancer ces propos qui ne sont pas forcément le reflet de la réalité.

La Covid-19 dans les quartiers populaires : quelles spécificités ?

En effet, la vie dans ces quartiers en période de crise sanitaire est aussi marquée par des élans de solidarité que l'on ne retrouve pas forcément dans d'autres quartiers, que ce soit des solidarités entre habitants ou par le biais du tissu associatif de proximité. Il convient également de pointer le rôle des acteurs de la politique de la ville dans le soutien et l'accompagnement des habitants des quartiers populaires. Durant le premier confinement, dans certains territoires, élus, agents de l'État et des collectivités locales, représentants associatifs ont maintenu le lien avec la population, ont adapté leurs pratiques de travail et ont apporté la preuve de la pertinence et de l'efficacité des méthodes et outils de la politique de la ville.

Face à cette situation inédite, il était important, voire incontournable, pour Labo Cités de réfléchir collectivement à la période que nous venons et que nous continuons de traverser en offrant un espace d'expression à une diversité d'auteurs, de points de vue et de témoignages ; ce qui constitue la marque de fabrique des *cahiers du développement social urbain*.

Ce numéro consacré à la crise sanitaire vue des quartiers populaires a pour objectif premier de laisser une trace afin de ne pas oublier les spécificités de la crise dans ces quartiers (crise sanitaire, sociale, économique, creusement des inégalités) et la manière dont les habitants la vivent, avec son lot de difficultés mais aussi de solidarités. Il ambitionne également de rappeler quelques-uns des fondamentaux de la politique de la ville, cette politique publique si souvent décriée, qui a su faire preuve dans cette période de son utilité, autant dans son approche politique que technique. Au-delà des constats et des analyses, et à partir des premiers enseignements de la crise, ce numéro vise aussi à fournir des pistes de réflexion pour l'avenir, dont on sent bien qu'il est plus qu'incertain.

Ce numéro est une production collective de Labo Cités, fruit d'un travail qui a mobilisé la totalité de l'équipe salariée et des membres du conseil d'administration¹, sollicités pour construire la problématique et le sommaire ; qu'ils en soient ici remerciés.

Une invitation à réfléchir à l'après

Ce numéro des *cahiers du développement social urbain* se présente en deux parties : la première est destinée à comprendre la crise vécue par les habitants des quartiers prioritaires : comment ont-ils vécu et continuent-ils de vivre cette crise qui est à la fois sanitaire, sociale et économique ? Quelles sont les difficultés rencontrées par les habitants mais quelles sont aussi les initiatives de solidarité ? Nous avons veillé, dans cette partie, à valoriser tout à la fois la parole des habitants et les observations des institutions. Et, nous avons pris le parti de débiter ce numéro en donnant d'abord la parole aux habitants, les premiers concernés.

La deuxième partie est consacrée aux modalités d'intervention des acteurs de la politique de la ville, leurs réussites, leurs difficultés. Les fondamentaux de la politique de la ville (mode projet, transversalité, participation des habitants) sont-ils efficaces en cas de crise sanitaire ? Si certains professionnels de la politique de la ville ont fait preuve de réactivité et d'adaptation dans leurs modes de travail, quelles leçons peut-on en tirer pour demain ? Est-ce un modèle, peut-on identifier des compétences, savoir-être/savoir-faire à valoriser pour d'autres métiers/services ? Faut-il repenser les modes de travail ?

Espérons que ce numéro participera à la réflexion et au recul nécessaire pour comprendre cette crise vue du côté des quartiers populaires. ●

Labo Cités

Comme vous l'aurez constaté, la maquette de la revue a été modifiée. Merci à Nathalie Navarre, graphiste, pour en avoir pris l'initiative et assuré la réalisation.

À partir de janvier 2021, les articles des *cahiers du développement social urbain* (du n°52 jusqu'au numéro en cours) seront disponibles sur Cairn, une plateforme de diffusion/distribution et de vente en ligne de publications en sciences humaines et sociales de langue française : <https://www.cairn.info/>

¹. Véronique Laforets, sociologue, Louis Lévêque, membre du conseil citoyen de Mermoz à Lyon, et Michel Peisey, vice-président de la CSF d'Albertville.

sommaire

Inégalités et Covid-19 : double peine pour les quartiers populaires

éditorial, Labo Cités 1

première partie

Comprendre la crise dans les quartiers populaires 5

Confiné.e.s, ségrégué.e.s, abandonné.e.s : paroles d'habitant.e.s des quartiers populaires, Labo Cités 6

Face aux inégalités : quelles réponses de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté ? Cécilie Cristia-Leroy 10

La crise de la Covid-19, révélatrice des inégalités sociales et territoriales de santé, Didier Febvrel 13

Femmes des quartiers populaires et Covid-19 : premières réflexions, Fatima Ouassak 15

La continuité pédagogique à l'épreuve des inégalités, Guy Charlot 18

Des professionnels de l'éducation plaident pour une véritable continuité éducative, Catherine Hurtig-Delattre 20

L'emploi des jeunes face à la crise, Thierry Clermont 22

Accompagner à distance les jeunes éloignés de l'emploi, Catherine Beljar-Amadiou 24

deuxième partie

Agir en temps de crise 25

La gestion de la crise sanitaire par l'État : défis et opportunités pour les quartiers populaires, François-Antoine Mariani 26

Les élus locaux face à la crise sanitaire : « Notre priorité, maintenir le lien avec les habitants des quartiers prioritaires ! », Gilles Leproust 28

La gestion de la crise par l'État local : retour d'expériences dans le Rhône, David Roche 30

L'économie sociale et solidaire (ESS) à l'épreuve de la Covid-19 dans les quartiers populaires, Armand Rosenberg 32

Maintenir le lien : le défi de la Confédération syndicale des familles d'Albertville, Maryse Bufflier et Michel Peisey 34

La crise sanitaire : génératrice d'un renouveau de la politique de la ville ? Karine Dupuy 35

Concilier le « aller vers » et le respect des distances : un pari impossible ? Fabrice Gout 38

Une autre éthique de la relation professionnels/usagers : faire avec le numérique, Mariame Alaoui, Claire Bonici et Jean-Baptiste Chiodi 40

Politique de la ville et Covid-19 : quels enseignements pour l'avenir ?
Réseau national des centres de ressources politique de la ville 44

Bibliographie

Muriel Salort 47



première partie

Comprendre la crise
dans les quartiers populaires

Accompagner à distance les jeunes éloignés de l'emploi

Les jeunes des quartiers populaires, plus touchés que la moyenne par les inégalités d'accès à l'emploi et à la formation, traversent cette période de crise sanitaire avec peur pour leur avenir.

Catherine Belijar-Amadiou, directrice de la mission locale de Grenoble, explique comment elle et son équipe se sont organisées avec leurs partenaires pour que les jeunes les plus vulnérables puissent continuer à bénéficier d'accompagnement et d'aides financières et sécuriser ainsi leur parcours.

Chaque année, la mission locale de Grenoble accompagne près de 3 500 jeunes vers l'emploi et la formation, les conseille sur l'orientation ou leur projet professionnel et les informe sur la santé, le logement ou la mobilité. Acteur clé des jeunes éloignés de l'emploi, qui manquent de réseau professionnel ou de confiance en soi, la mission locale agit en proximité et l'accueil en face à face permet de tisser un lien nécessaire tout au long du parcours. Alors, quand le 16 mars 2020 les portes se sont fermées, il a fallu en 48 heures repenser l'organisation interne pour faire face aux urgences des jeunes les plus précaires et proposer une nouvelle forme d'accompagnement avec un seul objectif : garder le lien, rassurer, être présent !

Poursuivre l'accompagnement et le parrainage par écrans interposés

Les 40 salariés ont donc accompagné à distance plus de 800 jeunes pendant le confinement, dont 210 issus d'un quartier prioritaire, en réalisant 1 510 entretiens ou en envoyant pas moins de 5 000 SMS. Des permanences téléphoniques, tenues par deux salariés, recueillaient tous les jours les demandes des jeunes pour les orienter au mieux. Des ateliers à distance ont été mis en place auxquels 100 personnes ont participé : atelier de conversation, atelier orientation, café de l'emploi... Cette mobilisation active a permis la signature de 30 CDD (contrat à durée déterminée) et 5 CDI (contrat à durée indéterminée) pendant le confinement.

Le « cyber-parrainage », une action inédite et saluée par l'ensemble du réseau des missions locales, a été mis en place afin de favoriser, entre autres, l'accès au réseau professionnel. Les deux conseillères qui ont animé ce réseau de parrains à distance ont utilisé la méthode dite du « portrait chinois » pour mettre en relation parrain bénévole et jeune volontaire. Douze entreprises (notamment Schneider et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) se sont engagées dans cette action pour per-

mettre non seulement à 23 jeunes de continuer d'avancer malgré le confinement, mais également à leurs collaborateurs de s'investir dans un projet ayant du sens.

Les jeunes, également victimes de la fracture numérique

Pour bénéficier d'un accompagnement à distance, les jeunes doivent être équipés. L'évaluation menée par nos soins auprès de notre public a rapidement montré que la fracture numérique était bien réelle : nombre de jeunes ne disposaient d'aucun matériel et/ou de connexion internet pour suivre des formations, rechercher un emploi ou rester en contact avec leur conseiller. Grâce au programme « Connexion d'urgence » porté par Emmaüs Connect et SFR, l'équipe a pu pallier une partie de ces inégalités en organisant la distribution, pour une cinquantaine de jeunes, d'un ordinateur portable ou d'un smartphone muni d'une carte SIM et d'un forfait.

Ces initiatives portées par l'équipe ont permis à Jonathan « *de lui apporter de la méthodologie et surtout de ne pas être seul* » ou à Elisha « *de se sentir coachée et soutenue pour ne pas laisser tomber en dépit de ses difficultés personnelles* ». La mission locale a rouvert progressivement ses portes à compter du 18 mai, en suivant un protocole sanitaire strict (fourniture de masques au public notamment) pour revenir à son offre de services « classique » dès le 9 juin.

En cette période de reconfinement, la mission locale reste ouverte dans le cadre de sa mission de service public avec une adaptation des modalités d'accueil pour respecter les conditions sanitaires : réception uniquement sur rendez-vous, poursuite des ateliers « garantie jeunes », déploiement de l'accompagnement à distance en visio, y compris sur site... Les jeunes sont bien présents et l'équipe n'a, par conséquent, pas fini d'être agile ! ●

Catherine Belijar-Amadiou



deuxième partie

Agir en temps de crise

Les élus locaux face à la crise sanitaire :

« Notre priorité, maintenir le lien avec les habitants des quartiers prioritaires ! »

Plongés dans une situation d'urgence, les élus locaux ont dû s'adapter et prendre des décisions rapides pour gérer, sur le terrain, les besoins des habitants et répondre aux problématiques de tous ordres soulevées par la crise sanitaire. Dans les villes populaires, les enjeux étaient d'autant plus prégnants que les inégalités ont été fortement accentuées. Gilles Leproust, secrétaire général de l'association des maires Ville et Banlieue de France, également maire d'Allonnes dans la Sarthe, revient sur la gestion locale de la crise sanitaire.

Q *Les élus locaux ont été en première ligne pour gérer la crise sanitaire dans les communes. Quel regard portez-vous sur l'action, pendant le confinement et après ?*

D'une manière générale, tous les élus des villes populaires ont été au plus près des habitants dans un objectif premier et primordial de garder le lien avec eux. Ils se sont mobilisés sur plusieurs champs et à différents niveaux. Sur la question alimentaire par exemple, qui était une des plus prégnantes pendant le confinement pour les habitants des quartiers populaires, des communes ont fourni des produits frais aux associations d'aide aux personnes en difficulté, d'autres ont distribué des chèques alimentaires via les CCAS¹. Certains élus ont participé concrètement aux distributions de repas pour pallier le manque de bénévoles dans les associations, ceux-ci étant souvent relativement âgés donc vulnérables face au virus. D'autres ont contribué à la distribution de kits pédagogiques pour les familles les plus précaires ou encore de masques, ce qui a permis, non seulement de ne pas exposer les agents des collectivités afin de préserver leur sécurité et leur santé, mais aussi de faire connaissance avec leurs administrés, pour ceux d'entre eux nouvellement élus.

Après le confinement, toujours dans l'idée de garder le lien avec les habitants, les équipes municipales ont déployé beaucoup d'énergie pour développer des

actions d'« aller vers ». Par exemple, à Allonnes, nous avons mis en place des équipes mixtes (médiateurs, éducateurs de prévention, associations...) pour aller à la rencontre des habitants dans l'espace public, les écouter et recueillir leur ressenti sur la période qu'ils venaient de traverser et celle qui s'ouvrait à eux. Nous envisageons d'ailleurs de pérenniser cette action nouvelle qui a très bien fonctionné.

Il ne faut pas oublier les associations qui ont fait preuve d'efficacité pendant la crise et ont pu démontrer, s'il en était besoin, leur rôle primordial auprès des habitants.

Q *Dans quelle mesure les méthodes et outils de la politique de la ville ont-ils permis de gérer cette crise différemment ?*

Deux des principales caractéristiques de la politique de la ville sont le travail partenarial et la transversalité. En situation d'urgence, comme nous l'étions à partir du mois de mars dernier, ces méthodes ont permis une souplesse et une réactivité nécessaires pour la mise en place rapide et coordonnée des actions.

Les dispositifs soutenus par la politique de la ville ont également contribué à répondre aux besoins des habitants. Du côté de la continuité pédagogique par exemple, les fonds des cités éducatives ont pu être mobilisés localement pour acheter des livres et/ou du

matériel pour suivre les enseignements à distance. Je pense également au programme de réussite éducative qui s'est particulièrement mobilisé à cette période pour accompagner les élèves.

Les dispositifs exceptionnels mis en place pour les vacances d'été (opération « Quartiers d'été 2020 ») ont aussi été des outils précieux pour les collectivités. Malgré des délais très courts pour répondre aux appels à projets, celles-ci ont réussi, par un travail important de collaboration avec l'ensemble des services, à mobiliser les familles et les enfants.

Dans certaines communes, l'opération a favorisé le départ en colonie d'enfants des quartiers prioritaires qui ne partaient jamais. Le dispositif s'est étendu aux vacances d'automne (« Quartiers d'automne ») et je m'en réjouis. Nous souhaitons que ce type d'actions puissent être pérennisées car elles ont une réelle utilité.

Q *Quels enseignements peut-on tirer de la gestion locale de cette crise pour les années à venir ?*

De mon point de vue, l'enjeu local sera de capitaliser ce qui a été réalisé dans l'urgence, en mettant en avant les points forts et les points faibles, afin de pérenniser les actions qui ont fait leurs preuves et construire des réponses nouvelles aux besoins qui n'ont pas été couverts. Le pire dans la politique de la ville, c'est la routine ! Nous devons revisiter nos cadres d'intervention et donner du sens à ce que l'on fait. Et surtout, nous devons continuer et renforcer la co-construction des actions avec les acteurs de terrain et les habitants. L'écueil, quand on est responsables politiques, pourrait être de penser à la place de. Il faut absolument éviter ce piège, se saisir des opportunités, croire en leur potentiel et les adapter à notre contexte local.

D'autre part, au regard de ces derniers mois, nous demandons plus de souplesse dans la mise en œuvre des dispositifs nationaux et des cadres d'intervention. La politique de la ville souffre encore trop de lourdeurs administratives, ce n'est pas nouveau. La crise sanitaire n'a fait que renforcer cette situation en permettant, par exemple, aux grosses associations de répondre aux appels à projets au détriment des structures plus petites qui réalisent pourtant un travail plus que nécessaire auprès des habitants.

Si la crise sanitaire a permis, dans l'urgence, de faire travailler ensemble politique de la ville et droit commun, ce n'est qu'un début. De véritables efforts sont à poursuivre dans ce sens. La politique de la ville ne peut pas remplacer les désengagements du droit commun, celui-ci doit être correctement fléché vers les territoires discriminés.

Enfin, nous plaçons pour que des moyens humains suffisants soient affectés durablement dans les services politiques de la ville.

Q *Quel message souhaitez-vous faire passer au nom de l'association des maires Ville et Banlieue de France ?*

Pendant le confinement et après, nous avons pu démontrer l'utilité et la crédibilité de notre travail d'élus au plus près des habitants. Dès le mois de mars par exemple, Ville et Banlieue a interpellé les pouvoirs publics nationaux sur la situation particulière des quartiers populaires face à cette crise. Le ministre chargé de la Ville et du Logement de l'époque, en instaurant un échange régulier, a pris en compte un certain nombre de nos remontées et propositions.

En faisant réseau, en mutualisant les forces, en travaillant et réfléchissant ensemble, l'association des maires Ville et Banlieue de France permet à ses membres de se sentir moins seuls face aux problématiques des quartiers prioritaires. Cet engagement a également des retombées positives pour les communes et les habitants. La ville d'Allonnes, par exemple, est une des communes les plus petites bénéficiant du label Cité éducative.

C'est donc à tous les maires des villes populaires de France que je m'adresse et je les invite à nous rejoindre pour porter haut et fort la voix des quartiers populaires et de leurs habitants. ●

Propos recueillis par Marjorie Fromentin

1. Centre communal d'action sociale.

Concilier le « aller vers » et le respect des distances : un pari impossible ?

Pendant le confinement, les professionnel.le.s et bénévoles, notamment dans les quartiers populaires, ont essayé de maintenir le lien avec les usager.ère.s. Mais certain.e.s habitant.e.s sont « sorti.e.s des radars ». Comment recréer le lien perdu ? Comment aller vers les publics les plus vulnérables et isolés qui ont particulièrement souffert du confinement et du déconfinement ? Fabrice Gout, délégué de l'Union régionale des centres sociaux, répond à nos questions.

Q Comment définissez-vous l'« aller vers » et pourquoi cette démarche fait-elle partie de l'ADN des centres sociaux ?

Les 327 centres sociaux et les 125 espaces de vie sociale (EVS) de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont ouverts à toutes et à tous. L'accueil y est inconditionnel. Un centre social, c'est souvent des locaux qui ouvrent leurs portes en moyenne 72 heures par semaine, du lundi au samedi... et parfois même le dimanche !

« Faire centre social », c'est aussi aller à la rencontre des personnes avec un triporteur sur une place, une table et des chaises à la sortie de l'école, une caravane, un bus aménagé... Cette question de l'« aller-vers » ne se limite donc pas à la question du « dans des locaux » ou « hors les murs » mais vise davantage à poser la question de la recherche de nouveaux espaces, non seulement en termes de géographie mais aussi en tant qu'espaces de relations, d'activités, de langage, de créations...

La démarche « aller vers » constitue aussi un levier de lutte contre le non-recours aux droits et aux prestations en allant à la rencontre des publics que l'on voit moins ou peu. C'est également un moyen de lutter contre l'isolement et ses effets. Un exemple tout simple : un centre social qui décide d'organiser des mini-concerts chez l'habitant.e. Ça ne concernera peut-être que les voisin.e.s du palier, que les habitant.e.s du hameau. Ça n'aura pas de couverture

presse, ce n'est pas « innovant » et pourtant ! Avec des petites choses, dans les interstices... on change le monde !

Pour résumer, « aller-vers », c'est être à l'écoute de son territoire : entendre ses problématiques et ses lignes de forces, pour que naissent des dynamiques collectives, souvent « furtives », comme pourrait le dire Alain Damasio¹.

Q Les centres sociaux ont-ils réussi ou pas à maintenir le lien avec les habitant.e.s pendant le confinement ? Ont-ils continué à être présents sur le terrain et comment ?

Passée la stupeur du premier jour, de la première heure, sont venues les questions. Comment continuer la vie collective ? Tous les espaces habituels de rencontre, d'interactions, ont été fermés. Le lien social, la dynamique collective, ce qui crée la cohésion sociale sur un territoire, sont devenus brusquement impossibles : les rencontres du quotidien, le café du matin, l'activité que l'on fait en groupe, la préparation de la fête de quartier... Tout cela était interdit, peut-être dangereux.

Puis, même si les questions n'avaient pas forcément de réponse, chacun s'est organisé. Des groupes se sont constitués, les équipes des centres ont réagi de manière pragmatique en orientant leurs actions vers les besoins les plus criants :

- maintenir le soutien aux parents, aux enfants, aux jeunes, nécessaire du fait du confinement en famille et de la fermeture des écoles ;
- enclencher des actions spécifiques de lutte contre l'isolement, d'autant plus importantes que les personnes étaient cloîtrées seules chez elles ;
- accompagner les actions, les envies des habitants à un moment où beaucoup voulaient se rendre utiles, contribuer à la résolution de la crise.

Les centres ont donc ouvert des ateliers de couture de masques. Des professionnel.le.s et des bénévoles se sont réparti.e.s des listes d'adhérent.e.s et leur ont téléphoné, parfois tous les jours. Les animateurs et animatrices ont fait des photocopies des devoirs des enfants pour les porter dans les boîtes aux lettres. Le soutien scolaire s'est fait à distance ; les cours de gym douce, de cuisine, de langues étaient accessibles sur Internet. En l'absence de masques, les porteuses et les porteurs de repas ont utilisé tous les moyens à leur disposition pour continuer à livrer les personnes âgées.

Téléphone, visioconférence, journal de quartier, radio, concours de dessins à afficher aux fenêtres, à envoyer dans les maisons de retraite, échange de recettes de cuisine entre familles... tous les moyens simples sont bons pour cultiver ce qui fait le cœur de métier des centres sociaux : le lien social.

L'énumération serait ici trop longue. Un chiffre est peut-être à retenir : presque 90% des centres sociaux de la région ont poursuivi leur activité lors du confinement. Tous ont remodelé leurs pratiques pour maintenir ce fameux lien. Si indispensable en cette période ! Mais, ce que l'on appelle désormais le « distanciel » n'a pas été l'unique manière de faire lien. Les balades quotidiennes qui permettent de croiser des gens, les rendez-vous au jardin, des crieurs publics, la fourniture ou la livraison de paniers repas... autant d'initiatives développées par les centres pour occuper le terrain. En respectant strictement les gestes barrières bien sûr, et en faisant tout pour ne pas perdre le contact. Surtout pour celles et ceux privé.e.s de numérique.

Q *Aujourd'hui, y a-t-il un besoin de remobiliser les habitants ? Certains ont-ils « disparu » ? Comment aller vers les plus vulnérables et isolés ? Est-ce que ça change les pratiques professionnelles des centres sociaux ?*

La succession des confinements et couvre-feux ne nous facilite pas la tâche. Dans l'ensemble les habitants expriment leur hâte de pouvoir retrouver leurs

espaces de rencontre, leurs groupes d'amis, de relations. Hâte aussi de se nourrir de culture, de sport, de fêtes et d'apprentissages. Pour autant, il subsiste cette crainte de refaire collectif, de retourner dans des lieux publics, fréquentés.

Le confinement a pu parfois casser une dynamique, interrompre des liens qui ont besoin d'être sans cesse travaillés pour perdurer, pour rester actifs. Les centres sociaux vont parfois devoir recommencer tout un travail de création de liens avec et entre les habitant.e.s. Il va falloir retourner vers les publics les plus isolés, dont la mise à l'écart s'est parfois accentuée durant cette période. Le travail est immense.

Cela passera également par un travail de longue haleine sur la confiance et l'information des habitant.e.s. Créer les conditions pour que les événements et les actions du quotidien organisés par les centres continuent à attirer des habitant.e.s. Une réflexion globale est engagée avec les fédérations et les centres, mais aussi avec d'autres réseaux d'éducation populaire qui se posent les mêmes questions, qui ont les mêmes interrogations : autour des pratiques professionnelles certes, mais aussi sur les façons de faire collectif. Comment garder les liens, comment continuer à proposer des espaces de rencontre, d'altérité ? Les solutions numériques sont un complément. Elles ne peuvent cependant pallier tous les problèmes. Bref, un immense chantier est ouvert. Chantier vital s'il en est.

Q *Un mot de conclusion : comment voyez-vous la suite entre optimisme ou pessimisme, inquiétude ou espoir... ?*

Les centres sociaux ont 100 ans. Ils ont déjà traversé des moments compliqués. À chaque fois, ils se sont adaptés, ont évolué. Sans jamais perdre de vue leurs valeurs et leurs objectifs. Gageons qu'encore une fois, le pari humble de coconstruire et de proposer sur les territoires des espaces vivants, avec les habitant.e.s, sera remporté. ●

Propos recueillis par Fabien Bressan

1. Alain Damasio, *Les Furtifs*, éditions La Volte, 2019.

bibliographie

Pour aller plus loin...

Les ressources recensées dans ces pages sont consultables à Labo Cités ou téléchargeables  via la version électronique de cette bibliographie sur www.labo-cites.org

Constats et enjeux

L'impact de la crise liée au COVID-19 sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Regard des directeur.trice.s des CRPV

RNCRPV, 7 avril 2020

Cette note vise à éclairer la réflexion locale et nationale quant à l'épidémie et son impact sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires ainsi que sur le fonctionnement des écosystèmes d'acteurs locaux.

Impact de la crise du Covid-19 sur les associations œuvrant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Résultats de l'enquête « flash »

ANCT et EY, mai 2020

Cette enquête nationale montre l'impact de la crise sanitaire sur les associations implantées dans les quartiers politique de la ville, leurs nombreux besoins en matière de soutien et d'accompagnement à court et moyen terme.

Camille Noûs

Le covid-19, la guerre et les quartiers populaires

[En ligne] *La nouvelle revue du travail* 16 | 2020, mis en ligne le 19 mai 2020

Les inégalités de logement, santé, travail et transport, qui frappent les cités HLM,

ont rendu le confinement particulièrement difficile et ont exposé davantage leurs populations à la pandémie, au risque de leur faire payer un lourd tribut à la crise sanitaire. La « guerre » au coronavirus pourrait se transformer en guerre aux pauvres.

Les cités éducatives : une organisation collaborative confortée par l'épreuve du feu

Avis du Comité national d'orientation et d'évaluation des cités éducatives, 20 mai 2020, 5 p.

Cet avis, réalisé à partir des résultats d'une enquête menée auprès des 80 cités éducatives au début du confinement, conclut que « le modèle de fonctionnement des cités éducatives a montré sa pertinence en situation de crise, il a pu montrer qu'il n'est pas "un dispositif de plus", mais un facilitateur de mobilisation collective ».

Stéphane Bonnéry
et Étienne Douat

L'éducation au temps du coronavirus

Éditions La Dispute, 2020, 162 p.

Treize spécialistes de l'éducation proposent une première lecture sociologique de ce qu'a vécu l'école depuis mars 2020 et ouvrent des chantiers de recherche que cette séquence inédite impose.

En prêt à Labo Cités

Plaidoyer « Inégaux devant le confinement et la crise sanitaire : mobilisons-nous ! »

Fédération des centres sociaux 42/43, juillet 2020, 12 p.

Ce document, fruit de 200 témoignages individuels et collectifs, met en avant toutes les situations d'inégalité dans le but de les faire remonter auprès des partenaires des centres sociaux.

Flash « Inégalités face au Covid »

Agence d'urbanisme et de développement Clermont Métropole, juin 2020, 12 p.

Cette note a vocation à apporter une vision transversale sur les multiples effets de cette pandémie et tente d'identifier les facteurs de vulnérabilité, d'inégalité et de discrimination face à cette crise sanitaire sur le territoire clermontois.

Dynamiques territoriales de santé et Covid-19. Témoignages de coordonnateur.rice.s et d'élu.e.s

Fabrique Territoires Santé et ESPT, juin 2020, 9 p.

Des coordonnateur.rice.s santé et des élu.e.s délégué.e.s à la santé ont été interrogé.e.s sur leur rôle pendant la phase de confinement. Ces témoignages offrent un aperçu de la place donnée et reconnue aux démarches territoriales de santé (atelier santé ville, contrat local de santé, conseil local de santé mentale).

...

*** **Confinement, déconfinement... quels impacts sur la santé dans les QPV du Rhône ?**

ADES du Rhône et de la Métropole de Lyon, septembre 2020, 8 p.

Cette enquête réalisée auprès des professionnels du Rhône a permis de confirmer l'impact de la crise sanitaire sur les habitants : l'apparition d'une grande souffrance psychosociale, l'émergence de demandes spécifiques liées à la crise... Elle fait un focus sur les acteurs de terrain qui ont dû développer une nouvelle offre de services adaptée, notamment auprès des personnes vulnérables.

Les impacts du confinement et de la crise sanitaire sur la jeunesse. Constats, initiatives locales, préconisations

Banque des territoires, ADCF, septembre 2020, 38 p.

Cette étude flash analyse l'impact sanitaire, social, scolaire et physique du confinement sur les jeunes âgés de 10 à 25 ans et recense des actions d'accompagnement mises en place pendant et après cette période. Elle émet une série de préconisations à destination des acteurs locaux afin de conforter et renforcer l'accompagnement des jeunes.

Égalité femmes-hommes dans les quartiers populaires au temps de la Covid-19. Synthèse de la visio-rencontre du 2 juillet 2020

Villes au Carré, L'Être Égale, 2020, 7 p.

La crise a renforcé les inégalités femmes-hommes dans les quartiers populaires mais elle a également mis en avant la capacité de mobilisation des femmes. Comment capitaliser les expériences ? Comment valoriser les apports et expertises des femmes après la crise ? Telles sont quelques-unes des pistes de travail pour l'avenir.

Et demain ?

Les quartiers populaires face au Covid... et maintenant ?

IRDSU, septembre 2020, 71 min

Retour en vidéo sur l'une des tables rondes organisées dans le cadre des journées nationales 2020 de l'IRDSU. Les échanges portaient sur l'impact des nouvelles formes de mobilisation mises en place au printemps 2020 sur les pratiques des professionnels du développement social urbain et leur rapport aux habitants.

Covid-19 : Panser le présent, penser les futurs

Avis du Conseil national des villes, 30 juin 2020, 60 p.

Le CNV formule une série de recommandations pour anticiper la sortie de crise et accompagner les habitants.e.s des quartiers prioritaires et les associations de proximité.

Covid-19... Et demain ? Analyses et questionnements sur la crise sanitaire

Épures, mai 2020, 20 p.

L'agence d'urbanisme de la région stéphanoise tente d'analyser les effets immédiats de cette crise sans précédent et se questionne sur les enjeux de demain. Économie, mobilité, logement, urbanisme, santé... la crise sanitaire que nous traversons aura des impacts forts et durables dans de nombreux domaines.

La lutte contre la pauvreté au temps du coronavirus. Recommandations du comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

France Stratégie, octobre 2020, 16 p.

Cette note d'étape revient sur les impacts de la crise sanitaire et du confinement pour les plus modestes, précise les effets attendus de la dégradation économique engendrée par la crise sur leur

situation, et exprime un certain nombre de points de vigilance quant à la réponse politique à la crise.

École, numérique et confinement : quels sont les premiers résultats de la recherche en France ? Note d'information

Réseau Canopé, Ifé, octobre 2020, 24 p.

Cette contribution aux États généraux du numérique pour l'éducation vise à alimenter la réflexion des acteurs éducatifs en mettant en lumière des éléments issus de la recherche française, suite au confinement du printemps 2020.

Covid-19 : face à la crise, quelle place pour les solidarités informelles ?

Millénaire 3, juin 2020, 12 p.

Au-delà des services publics, la pandémie a démontré la grande vitalité et la diversité des solidarités informelles. Que sait-on de ces solidarités informelles ? Peuvent-elles participer de la réponse de la Métropole de Lyon à la crise à venir ?

L'après Covid-19, une transition écologique et solidaire

ESS France, juin 2020, 17 p.

Cette note montre que la transition écologique et énergétique n'est plus une option mais une nécessité, et place les structures de l'ESS comme une solution pour changer nos modèles de production et de consommation.

Muriel Salort

Le centre de ressources Labo Cités

est un espace d'informations, d'échanges et de qualification pour les acteurs de la politique de la ville intervenant en Auvergne-Rhône-Alpes : professionnels, élus, institutionnels, partenaires locaux, réseaux associatifs, chercheurs, formateurs, conseillers citoyens...

Nos missions

Contribuer à l'animation de réseaux d'acteurs

- Des groupes de travail
 - thématiques
 - fonctionnels
 - territoriaux
- Des séminaires
- Des conférences
- Des ateliers d'échanges d'expériences

Accompagner la montée en compétences des acteurs

- Des espaces de travail collectifs
 - cycles de qualification
 - journées régionales
 - sessions de formation
- Le service « questions/réponses »
grâce auquel nous répondons à vos demandes individuelles

Capitaliser et diffuser la connaissance et les expériences

- Des publications
 - *les cahiers du développement social urbain*
 - *les Échos* de Labo Cités
 - lettres d'informations
- Des vidéos
- Le centre de documentation et sa base en ligne cosoter-ressources.info
- Des revues de presse en ligne www.scoop.it
- Les réseaux sociaux twitter et facebook

4 raisons pour adhérer à Labo Cités ?

Barème des adhésions

Consultez le site :
www.labo-cites.org

- 1 Soutenir le développement de l'association et marquer son attachement aux enjeux du développement solidaire de nos villes
- 2 Bénéficier des services, du savoir-faire de Labo Cités :
 - Réception gratuite de la revue semestrielle *les cahiers du développement social urbain*
 - Accès à tous les cahiers du développement social urbain en version numérique
 - Espace adhérent du site internet
 - Accès prioritaire aux journées et à des tarifs préférentiels
 - Service documentaire à votre disposition, avec le prêt d'ouvrages et la sélection documentaire mensuelle
 - Accès à la fonction de conseil et de mise en relation avec des personnes ressources, en appui à vos projets locaux
- 3 Profiter du potentiel du réseau de Labo Cités, pour faciliter vos contacts et échanges entre acteurs
- 4 Participer à la définition des orientations de l'association : vous êtes un relais privilégié pour ajuster nos propositions

**Faites l'acquisition
des cahiers du
développement social
urbain**

**Abonnement pour un an,
soit 2 numéros :**
30 € (frais de port compris)

Prix au numéro :
17 € (frais de port compris)

Pour tout renseignement :
secretariat@labo-cites.org

**Retrouvez les
articles des cahiers du
développement social
urbain**

www.cairn.info

**LABO
CITES**

centre de ressources
politique de la ville
Auvergne-Rhône-Alpes

4 rue de Narvik, 69008 Lyon - Tél. 04 78 77 01 43
Mail : secretariat@labo-cites.org - Site Internet : www.labo-cites.org



GRANDLYON
la métropole

